

Le rôle des associations dans les projets éducatifs de territoire : l'exemple de l'Afev

L'Afev (Association de la Fondation étudiante pour la ville), est une association loi 1901 qui s'est créée en 1991 dans le sillage de la politique de la Ville. Sa création était le fruit à la fois d'un refus, celui de voir certains quartiers progressivement relégués, et d'une conviction, les étudiants, souhaitaient s'engager pour agir concrètement contre les inégalités, loin du cliché d'une jeunesse uniquement individualiste. Pour ses fondateurs, l'Afev devait être un outil pour faciliter l'engagement des citoyens aux côtés des politiques publiques et une passerelle qui permette la création de liens solidaires entre deux jeunes qui souvent ne se rencontraient pas.

Aujourd'hui, l'Afev propose aux étudiants trois types d'engagement de nature et de finalité différentes mais complémentaires. Le premier, le plus ancien et le plus important, est le bénévolat, deux heures par semaine dans le cadre d'un accompagnement individuel mené chez un enfant ou un jeune repéré par les équipes enseignantes. 7 000 étudiants bénévoles interviennent ainsi chaque année dans plus de 350 quartiers prioritaires, dans le cadre d'une action construite avec l'ensemble des acteurs locaux. Le deuxième type d'engagement est le service civique (500 jeunes accueillis par an), avec notamment le développement d'un programme intitulé « volontaires en résidence » qui prévoit la présence de jeunes volontaires dans les établissements scolaires autour d'un projet construit avec les équipes éducatives et qui vise globalement à l'amélioration du climat scolaire et du lien famille – école. Le dernier, le plus récent, est la colocation à projet solidaire qui permet l'ouverture de colocations étudiantes dans les quartiers, chaque colocation correspondant à un projet social et solidaire mené avec et pour les habitants. Après une phase d'expérimentation qui vient de s'achever, nous travaillons à une perspective de 1 000 étudiants en colocations solidaires à l'horizon de 2015.

En appui du développement de cet engagement, l'Afev a noué un partenariat étroit avec les universités françaises, notamment autour de la notion de responsabilité sociale des universités. Aujourd'hui les compétences acquises par les étudiants de l'Afev sont reconnues dans les cursus de plus de 40 universités.

La dimension éducative de l'école est un sujet vaste, souvent objet de tension. Comme pour d'autres sujets concernant l'école en France, nous sommes rapidement enclins à opposer les concepts, les objectifs, les méthodes, plutôt que d'essayer de les conjuguer. Le contexte dans lequel nous nous trouvons n'est bien sûr pas étranger à cette posture. Les français en général, les équipes enseignantes, les parents, les acteurs locaux, en particulier, sont inquiets de l'avenir de leur système scolaire. Bien que globalement performant, ayant réussi assez largement le défi de la massification, il est en proie à un doute alimenté par trois éléments, particulièrement caractéristiques de notre pays au regard d'autres systèmes : l'échec scolaire, l'inégalité sociale face à la réussite, la souffrance scolaire.

L'échec scolaire, tout d'abord, concept subjectif, est encadré par deux notions plus objectives : les difficultés scolaires (le niveau d'acquisition de l'élève au moment T par

rapport à une norme) et le décrochage scolaire, c'est-à-dire la sortie sans diplôme du système scolaire. Sur ces deux derniers critères, en France, 20% des enfants sont concernés. Ainsi, nous ne sommes pas dans un phénomène en marge mais bien face à une réalité concrète, un risque possible, qui renforce l'angoisse et la compétition scolaire, poussant toujours plus de parents à imaginer des stratégies de réduction de ce risque. Le poids du diplôme en France et la crise économique agissant comme des éléments aggravants.

Cause ou conséquence, de ce premier constat, il n'en reste pas moins que l'excellence scolaire est l'apanage des classes sociales favorisées, l'échec scolaire étant, a contrario, très présent dans les classes populaires. Là encore, la France se distingue comparativement à d'autres pays. Cette comparaison internationale est importante car il n'est pas rare que cette question d'inégalité face à la réussite soit vécue en France comme une fatalité, quelque chose d'inhérent à tout système d'éducation, l'école ne pouvant à elle seule, et c'est vrai bien sûr, compenser toutes les inégalités sociales. Il n'empêche que certains pays compensent plus que d'autres et que la France se distingue par un système plutôt élitiste, système anachronique s'il en est, dans une époque où le relèvement du niveau global de qualification est une nécessité sociale et économique toujours plus forte.

Enfin la souffrance scolaire complète ce paysage, et cette réalité aux multiples causes accentue l'échec scolaire et les inégalités face à la réussite. Là encore, l'école n'est pas la seule responsable, bien évidemment, mais son fonctionnement produit de la souffrance que le contexte familial et social compense de façon très différente en fonction des situations. Là encore, certains évitent de poser cette question comme un problème structurant en faisant l'amalgame facile entre souffrance et effort, rangeant ceux qui souhaitent s'y attaquer dans une catégorie conceptuelle de ceux « qui ne comprennent pas que tout apprentissage nécessite de l'effort ».

Ce contexte difficile est en partie responsable de la tension vive qui anime chaque débat sur l'école. Cela ne peut et ne doit pas nous empêcher de repenser le rôle et les objectifs assignés à notre système scolaire. C'est même de notre point de vue un passage obligé, tant nous sommes aujourd'hui convaincus que ces éléments sont l'objet d'un flou de plus en plus épais, que le grand consensus républicain autour de notre école se fissure et qu'il n'y aura pas d'évolution positive de notre système sans une nouvelle formulation des attendus assignés à notre école.

La question de la place de la dimension éducative dans notre système et, en miroir, le rôle des acteurs associatifs, devient de ce point de vue un sujet central.

Pour entrer plus concrètement dans le sujet, il nous apparaît indispensable de reposer la question du territoire, et celle des enfants dans le territoire. Il existe aujourd'hui plus qu'à toute autre époque une multiplication des lieux d'apprentissage, d'instruction et d'éducation. L'école, bien sûr, les structures culturelles, les équipements de loisirs et d'activité, mais aussi le domicile familial, favorisé par le développement du phénomène internet, qui bouscule beaucoup le paysage éducatif. Il y a donc un continuum d'espaces éducatifs, où l'enfant va être tour à tour actif ou passif mais, quoi qu'il en soit, où il restera une seule et même personne chargée de faire l'addition de l'ensemble de ces apports et de ces réalités en construisant son propre parcours.

L'autre réalité est que l'instruction ne suffit plus, si elle a jamais suffi. Instruction et éducation sont deux faces d'une même pièce dans un monde plus complexe que jamais où chaque enfant devenu adulte devra être en capacité d'évolution, d'adaptation, de maîtrise

d'une société multipolaire construite en superposition de réseaux.

Ainsi, les associations d'éducation populaire ont un rôle très important à jouer dans ce contexte, un rôle différent en fonction de la nature de chacune de ces structures. Mais au-delà même de ces associations, c'est l'ensemble des intervenants éducatifs d'un territoire, qui est possiblement concerné. C'est cette complexité d'intervenants, de nature et d'objets qu'il convient de faire converger autour de grands objectifs éducatifs.

Pour notre association, l'Afev, mais aussi pour bon nombre d'autres associations, nous projetons notre rôle dans cette réalité territoriale et pensons notre rôle éducatif à trois niveaux.

Le premier niveau est celui d'être avec l'école dans le défi contre l'échec scolaire et pour ce faire, se situer au côté des enfants. Il ne s'agit pas là de compenser les difficultés propres à notre système mais de faire face ensemble à ce défi en essayant de contribuer à mettre l'enfant dans les meilleures conditions d'apprentissage. Ne pas faire l'école après l'école, ni contre l'école, mais bien se situer au niveau de l'enfant, à partir de ce qu'il est, en tant qu'individu, et de favoriser ses dispositions à être un élève. Cela relève d'un accompagnement qui joue autant sur le sens, que celui de l'appétence, de la confiance, ou de la capacité à décrypter les attentes et les méthodes nécessaires. Si l'école s'interroge sur l'articulation entre instruction et éducation, il est clair que pour nous l'instruction scolaire est le rôle dévolu à l'école et qu'essayer de la concurrencer place le système, mais aussi bien sûr l'enfant, en difficulté. C'est aussi pour cela que régulièrement nous menons des campagnes contre le développement des cours particuliers et son corolaire, leur défiscalisation (il est important de signaler à nouveau sur cette question que l'impact budgétaire pour l'État est plus important que l'effort fait en faveur des zones d'éducation prioritaire). Nous pensons que ces cours, dont l'efficacité est généralement de courte durée, contribuent au brouillage des rôles de chacun alors même que la complémentarité, et donc la différenciation des rôles, est un préalable à notre capacité à faire face aux défis auxquels nous sommes confrontés et la condition sine qua non pour que l'enfant se repère efficacement par rapport à l'ensemble des apports auxquels il peut être confronté.

Le deuxième, conséquence du premier, est de pouvoir faciliter, pour l'enfant, le lien et l'utilisation de l'ensemble des ressources de son territoire. L'action éducative comme facilitateur de la compréhension de l'environnement mais aussi comme accompagnateur culturel à l'utilisation des ressources. Aujourd'hui, même dans les quartiers populaires, les espaces d'éducation et de culture existent. Ce qui est vrai dans l'espace urbain l'est aussi pour l'espace numérique. La question de l'accès de tous aux ressources d'internet est en voie de se régler. Selon notre dernier baromètre du rapport à l'école des enfants des quartiers populaires¹, réalisé avec le cabinet Trajectoires-Reflexe, 70% des enfants de ces quartiers ont un accès chez eux à l'internet. La question de notre rôle est donc plus sur la question des usages, le « savoir utiliser », le « oser franchir la porte », le « aller vers » que la question a priori de l'accès. Autrement dit, l'éducation à l'usage culturel.

Le troisième niveau, situé en prolongement des deux premiers, intègre la question de la parentalité. Nous avons assez dit que les parents, en tout cas dans les quartiers populaires, n'étaient pas suffisamment associés au travail scolaire, par manque d'espace et de

¹ **Baromètre annuel du rapport à l'école des enfants des quartiers populaires**, réalisé par Trajectoires Groupe Reflex, Enquête réalisée d'avril à juin 2013 auprès de 500 enfants, élémentaires et collégiens suivis par un étudiant de l'AFEV, disponible sur www.refusechecscolaire.org

sentiment de légitimité, pour ne pas nous poser la question de leur place dans nos activités périscolaires. L'association des parents aux actions éducatives est devenue un objectif central. Rappelons déjà une évidence, avant d'être un participant à nos activités ou un élève, l'enfant est un enfant, et le principal de sa construction éducative s'élabore avec ses parents. Pour nous cet enjeu relève aussi de notre mode d'action, inscrit sur une période limitée, un an, voire deux ans. Elle pose *de facto* la question de la pérennité des pratiques mises en œuvre avec les enfants et ne trouve une réponse qu'en associant fortement les parents à nos démarches. Il s'agit, en premier lieu, de conforter leur légitimité et leur rôle éducatif pour, dans un deuxième temps, leur donner les clefs de compréhension et d'action.

Pour prendre un exemple qui illustre plus concrètement ces différents niveaux du rôle éducatif faisons un focus sur notre opération d'accompagnement intitulée « Accompagnement vers la lecture ». Elle part d'un constat simple, fait par les enseignants de CP avec qui nous étions en lien au travers de notre action d'accompagnement individuel d'enfants en difficulté dans leurs parcours, deux heures par semaine, avec des étudiants bénévoles. Ces enseignants nous disaient que le repérage des enfants en difficulté lors de cette première année de scolarité obligatoire pouvait être fait plus précocement par les enseignants de maternelle. Ces derniers nous ont confirmé ce constat en nous expliquant assez concrètement le phénomène. Les enfants qui sont chez eux passés à l'oral et bénéficient d'un environnement culturel favorable, avec notamment la présence de livres et l'habitude de lecture à voix haute par les parents, profitent pleinement de l'école maternelle. Une fois au CP, l'apprentissage de la lecture est naturel. Qu'il s'enclenche en décembre, janvier, février ou mars, est de ce point de vue anecdotique. Les enfants qui ne « baignent » pas dans le même environnement culturel, profitent moins de l'école maternelle et se retrouvent souvent au moment d'aborder l'apprentissage de la lecture dans une situation comparable à celle de l'ascension de l'Himalaya et du Mont-Blanc réunis !

Une frontière infranchissable. Le rôle des étudiants de l'Afev impliqués dans l'opération « Accompagnement vers la lecture » – en l'occurrence dans le titre de ce programme la préposition « vers » est très importante – leur rôle ne va pas être d'aider les enfants à apprendre à lire mais, en intervenant dès la dernière année de maternelle, deux heures par semaine à leur domicile, en venant avec un livre sous le bras, en leur lisant ces histoires, en échangeant avec eux sur leur contenu, ils apportent et construisent une appétence à la lecture. En se rendant avec l'enfant à la bibliothèque du quartier, en facilitant leur inscription, en leur permettant de choisir les livres qu'ils souhaitent emprunter, ils construisent des habitudes culturelles. En associant les parents à cette activité qu'ils sachent lire ou non, en les orientant quand ils le souhaitent vers des organismes d'apprentissage du français, en leur proposant de les accompagner à la bibliothèque, ils replacent au centre le rôle éducatif des parents. Et cette action simple fonctionne. Ainsi le rapport d'évaluation réalisé par le cabinet Trajectoires-Reflex montre que les enfants suivis, éloignés au départ des objets culturels, non seulement ont changé leur rapport au livre, mais entrent au CP avec une très grande envie d'apprendre à lire.

À l'heure où la réforme des rythmes scolaires pose, au-delà de la répartition nouvelle des temps d'apprentissage, la question de l'éducation de l'enfant dans sa globalité, il convient d'aborder cette période comme une chance d'écrire, à l'échelle de chaque territoire, une nouvelle partition, où chaque acteur complète et interagit avec l'autre. Où l'intervention de chacun, légitimé dans son rôle principal, vit l'intervention des autres acteurs comme la possibilité de construire collectivement une œuvre commune.

Le rôle éducatif des acteurs associatifs, comme nous le constatons pour l'instant sur nos territoires d'intervention, se répartit, schématiquement et caricaturalement, en deux grandes familles, les « intervenants », ancrés dans le champ du périscolaire, et les « accompagnants », où se situe l'Afev.

De notre capacité à construire dans leur diversité une complémentarité d'action, avec les enfants et leur famille, avec les équipes enseignantes, et avec les associations d'éducation populaire, se jouera, en partie, la réussite de la réforme et une construction durable de territoires apprenants et solidaires.

Christophe PARIS
Directeur général de l'Afev



ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE

Le 10 septembre 2014

Les enfants de pauvres sont-ils fainéants ?

Pour en finir avec la discrimination sociale de notre système éducatif

À défaut de nous confronter au réel, nous entretenons des mythes. Ainsi l'école française, ciment de l'égalité républicaine, donne sa chance à tous les élèves et favorise l'ascension sociale au mérite. Hélas, l'étude PISA 2012 le rappelait, le système éducatif français est, de l'OCDE, celui qui renforce le plus les inégalités sociales. Champion du monde des inégalités face à la réussite scolaire pour le pays de Jaurès ; insupportable distorsion entre les paroles et les faits.

Ce déni de réalité freine, inévitablement, l'évolution nécessaire de notre système qui laisse chaque année 150 000 décrocheurs sur le bord de la route. Surtout, il fait peser ces échecs sur la responsabilité individuelle et favorise le développement des stratégies familiales pour « sortir gagnant » de la grande compétition scolaire. Dans le fond de l'air, la question de l'effort revient comme un leitmotiv, tel un paradis perdu qu'il faudrait reconquérir. C'est « le goût de l'effort » qui est agité sous-entendant que les enfants de maintenant seraient moins méritants qu'avant. Alors, allons au bout de cette logique, si l'échec est d'abord ce manque d'effort déployé par un individu, posons franchement la question : « Les enfants de pauvres sont-ils fainéants ? ». Si oui, alors ils n'ont que ce qu'ils méritent. Sinon, alors il est profondément scandaleux et injuste qu'ils soient les premières victimes de la production d'échec scolaire massif de notre système éducatif.

En réalité, les difficultés scolaires sont le fruit du croisement entre la situation individuelle de l'élève, le contexte social et familial, et le fonctionnement de l'école. C'est donc bien sur ces trois leviers qu'il faut agir. Pour appréhender la réalité vécue par nombre d'enfants de milieu populaire il faut porter un regard sur l'ensemble de leur parcours scolaire.

Ils arrivent généralement en dernière année de maternelle, profitant moins des apports de l'école que ceux qui sont dans un bain culturel favorable (30 millions de mots d'écart entre enfants pauvres et riches à 4 ans) et se retrouvent au moment de l'apprentissage de la lecture en CP face à un mur. Et, dès lors, le parcours est compromis; 90 % des élèves en difficulté en 6ème l'était déjà au CP. Ils suivront avec difficulté leur scolarité en école primaire intériorisant à chaque zéro pointé le fait qu'ils sont nuls. Dans un collège, qui pâtit d'un fonctionnement pensé comme un petit lycée et d'un climat scolaire très dur dans les quartiers prioritaires (4 enfants sur 5 victimes de violence verbale, 1 sur 3 victime de violence physique), ils commenceront à décrocher ou subiront leurs orientations vers le lycée professionnel. Certains décrocheront définitivement (deux fois plus de décrochage en lycée professionnel qu'en lycée général), quand d'autres, malgré la difficulté à trouver un

stage, commenceront à se reconstruire. Ils obtiendront leur bac pro. À défaut de trouver une place en BTS, pris d'assaut par les lycéens de filière générale, ils échoueront à la fac ou tenteront de trouver un travail et mesureront à chaque étape de leur parcours professionnel le poids du diplôme en France...

Bien sûr, tous les parcours ne ressemblent pas à ceux-là, et il est tout aussi important de signaler les difficultés de notre système que ses victoires et ses réussites. Disons-le clairement, faire évoluer notre système n'est pas prôner un nivellement par le bas, comme on l'entend trop souvent, c'est tout l'inverse. Pour nous en persuader, n'ayons pas peur de regarder ce qui se passe dans d'autres pays pour constater que l'amélioration en direction des plus fragiles profite aussi à ceux qui réussissent déjà. Pour le dire autrement, travaillons à ce que l'amélioration de notre système éducatif profite à tous et donc, aussi, aux plus fragiles.

Invariablement, à ce stade, une question pointe « mais que peut-on y faire ? », mélange de fatalisme et de découragement. Le problème n'est pas là ; les pistes d'amélioration existent et en réalité font, pour beaucoup d'entre elles, consensus. Mais réformer l'école n'est pas simple, c'est un euphémisme, les derniers mois l'ont encore prouvé.

Acteurs non enseignants et partenaires de l'école, tout aussi conscients de nos limites que de notre rôle, nous ne voulons pas nous résigner et sommes, plus que jamais, décidés à agir. Dans un contexte pour le moins complexe, il nous semble que deux pistes doivent être privilégiées.

La première est politique : convaincre encore et toujours de la nécessité de réformer notre système. Or, sans être personnellement confronté à l'échec scolaire, il est difficile d'en mesurer l'impact, d'en comprendre l'urgence et d'appréhender l'aspect systémique de cette question en France. Ceux qui y sont confrontés sont, précisément, les moins en situation de décision ou d'impact dans l'opinion publique. La médiatisation des « 150 000 jeunes » quittant le système scolaire sans qualification, la prise en compte de cette réalité par le personnel politique, puis la mise en œuvre de priorités budgétaires a été de ce point de vue une première victoire, mais il reste beaucoup à faire. S'il fallait retenir deux priorités politiques, nous plaiderions pour repenser la place des parents, dans un contexte social en forte mutation, et pour l'indispensable refondation de notre collège unique.

La deuxième est pragmatique. Nous ne croyons plus à l'illusion d'un « grand soir », décidé par le haut, applicable partout, tout de suite et pour tous. Aussi devons-nous agir, localement, plus et mieux pour accompagner l'évolution de l'école aux côtés des enseignants, des enfants et des parents.

Les actions innovantes, efficaces et porteuses de changement existent, en grand nombre. Ainsi, de nombreuses équipes enseignantes et de structures associatives collaborent déjà et avec succès ; la révolution numérique facilite des enseignements plus individualisés, et adaptés au niveau de chaque enfant ; la décentralisation a permis de mieux adapter l'éducation aux réalités locales. Toutes ces évolutions contribuent, à leur niveau, à créer un mouvement de transformation profond de notre système éducatif. Chacune participe à l'ouverture de l'école à son territoire, à démocratiser la culture, à aider les enfants les plus fragiles, à renforcer le lien avec les familles... Alors, identifions ces actions, évaluons-les, pour réussir le défi de l'essaimage.

Nous en appelons donc à tous les acteurs qui innent, qui ne se résignent pas, à faire alliance, quel que soit leur secteur, à mettre en synergie leur action, à faire cause commune, à mettre en « open source » leur méthodologie, à créer, en quelque sorte, un front commun contre les inégalités scolaires. Ne nous y trompons pas, le changement est déjà en cours

depuis de nombreuses années, il est inéluctable. Notre rôle aujourd'hui est à la fois d'en accélérer le processus, et de veiller à ce qu'il profite aussi à ceux qui sont les plus fragiles. C'est cette dynamique commune à laquelle nous appellerons, lors de la prochaine Journée du Refus de l'échec scolaire, le 24 septembre prochain.

Réformer n'est pas simple dans une société qui doute. Prenons conscience des difficultés et des atouts de notre école, prenons chacun notre part de responsabilité, sans catastrophisme et avec détermination et, surtout, projetons nous positivement en profitant des évolutions du monde et des opportunités qu'elles nous ouvrent. Refaisons de l'école notre bien commun le plus précieux.



ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE

Christophe PARIS
19 septembre 2013

Faire du lycée professionnel l'égal du lycée général

À quoi sert l'école ? Quelle est la valeur d'un diplôme ? Quels sont les critères d'une scolarité réussie ? À ces questions complexes, la réponse est souvent individuelle. Elle est fonction d'une profession, d'un milieu social et, surtout, d'un parcours. Dès lors, comment comprendre le regard négatif voire condescendant porté sur les filières professionnelles toujours jugées, définitivement, en valeur et en qualité, inférieures aux lycées généraux ?

Problème assez typiquement français, cette question résume à elle seule les maux de notre système éducatif : élitiste par nature, la sélection s'y fait, trop souvent, par l'échec et l'orientation par défaut.

Le mal est profond. Si tout le monde s'accorde plus moins à l'idée, vague et sans engagement concret, qu'il faut « revaloriser les filières professionnelles », qui parmi les dirigeants serait fier de l'orientation de son enfant dans un lycée professionnel ? Les chiffres sont de ce point de vue sans appel, le lycée professionnel est le lycée des classes populaires.

Dès lors, la seule revendication capable de faire bouger les lignes est celle d'exiger que le lycée professionnel devienne en droit et en dignité l'égal du lycée général.

Si, politiquement, il y avait une sincère et réelle adhésion à cette ambition, alors les modalités de mise en œuvre apparaîtraient assez clairement : au collège, ouverture à la culture professionnelle, au lycée professionnel, renforcement du lien avec le monde de l'entreprise, ouverture de nouvelles classes et de nouvelles filières, accompagnement renforcé des élèves, enfin dans l'enseignement supérieur, accès prioritaire aux BTS et mise en place d'une politique d'accueil spécifique à l'université.

Y sommes-nous prêts ? Pas sûr, hélas, si l'on en juge par le peu de débats, d'articles ou de recherches sur cette filière qui accueille pourtant un tiers des lycéens. Et pourtant, au-delà de la revendication sociale et l'appel à l'égalité dans l'éducation, il y a une réalité qui, à la fois, le mériterait et le nécessiterait.

En effet, le lycée professionnel n'est pas cet espace de relégation et de désolation que certains décrivent. Une majorité des élèves s'y sent bien, s'y épanouit et réussit ensuite de beaux parcours professionnels. Les méthodes pédagogiques se révèlent très innovantes et les équipes enseignantes sont particulièrement impliquées dans la réussite de leurs élèves.

Surtout, la réalité de ces lycées est celle d'une institution en très forte mutation. Hier, la suppression du BEP et la généralisation du bac pro en trois ans, instaurant un parcours identique à celui de la voie générale, a profondément modifié la perception des élèves et de leur famille, l'approche pédagogique et le nombre de bacheliers professionnels. Demain, le développement des « campus des métiers », ou encore la mise en place d'un comité de liaison Éducation/entreprise, entre autres réformes, poursuivront cette mue en renforçant le lien entre ces lycées, leurs territoires et leur tissu économique.

Ce dernier point est essentiel, car il souligne un fait de société fondamental : le lycée professionnel évolue car la réalité économique et les métiers évoluent. La séparation entre cols-blancs et cols bleus n'a jamais été aussi poreuse et incertaine. Il suffit très concrètement de comparer les moteurs d'une 2CV et d'une DS3 pour mesurer l'évolution technologique et les compétences nécessaires à mobiliser. On pourrait aussi parler du poids grandissant des métiers de service dans l'économie européenne, de l'émergence d'une société de la connaissance...

Ne nous y méprenons pas, l'efficacité de notre système éducatif ou, à l'inverse, son obsolescence, seront en grande partie mesurées à l'aune de l'efficacité de nos filières professionnelles.

Nous ne souhaitons pas substituer aux jugements injustes un regard angélique sur le lycée professionnel. Oui, il y a encore de très nombreux problèmes et défis à résoudre : le manque de moyens, le nombre insuffisant de certaines filières, les questions de genre dans certaines filières, les difficultés à trouver des stages obligatoires, l'accompagnement insuffisant des élèves les plus fragiles, le climat et la vie scolaire dans certains établissements, le taux de décrochage scolaire... Simplement, nous sommes convaincus qu'il faut impérativement aborder ces défis, non pas simplement par obligation morale mais avec envie.

Au final, il s'agit de renouer avec l'esprit premier de notre pacte républicain qui faisait, époque oblige, de la réussite scolaire dans les filières générales un accès direct à l'ascenseur social. Aujourd'hui le lycée professionnel ne peut être cantonné à l'escalier de service